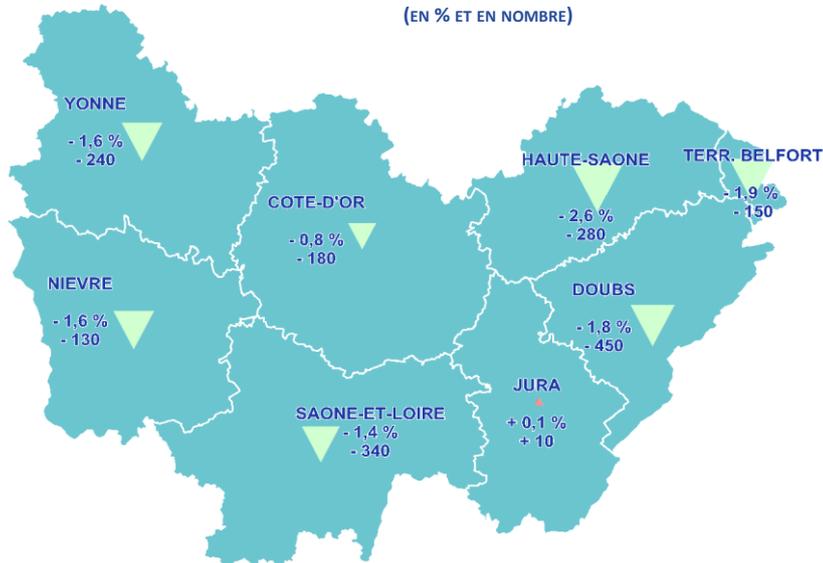


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,1 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2018

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 700** (- 1,9 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 540** (+ 2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **12 240** (- 0,3 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,5 % au 3^{ème} trimestre 2018
+ 0,3 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2018
(France métropolitaine : 8,8 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

51 120 au 3^{ème} trimestre 2018
- 1,0 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2018

● EMPLOI INTÉRIMAIRE

1 770 au 3^{ème} trimestre 2018
- 2,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2018

Au troisième trimestre 2018 :

Le Territoire de Belfort a perdu 500 emplois salariés (privés et publics), une perte d'emplois s'expliquant principalement par le repli de l'emploi salarié dans le secteur des services non marchands et la baisse de l'emploi intérimaire. Hors intérim, les effectifs salariés diminuent et de manière plus marquée qu'au niveau régional (- 0,9 % contre - 0,1 %), excepté dans la construction qui parvient à maintenir son niveau d'emploi du deuxième trimestre.

Les effectifs intérimaires présents dans les établissements du département continuent de reculer, sauf dans la construction. Depuis cet été le recours à l'intérim s'est replié dans les établissements industriels.

En revanche, sur douze mois glissés, le recours à l'activité partielle s'est nettement réduit : plus de 40 000 heures ont ainsi été chômées, préservant l'emploi d'environ 25 équivalents temps plein.

Au quatrième trimestre 2018 :

Après deux trimestres de baisses consécutives, le volume d'heures autorisées au titre de l'allocation partielle augmente à nouveau au quatrième trimestre.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (inscrits en catégorie A) s'établit en moyenne à 7 700, soit une diminution de 1,9% par rapport au trimestre précédent. Un résultat fortement conditionné par un nombre plus important de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite. La situation des jeunes de moins de 25 ans, et plus particulièrement des hommes, s'améliore. La demande d'emploi des 25-49 ans diminue plus modérément. Des difficultés d'insertion persistent parmi les inscrits de 50 ans ou plus qui ne profitent pas d'une baisse aussi favorable que les classes d'âge précédentes.

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi (Direccte)
de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.36

Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.direccte.gouv.fr

ISSN : en cours

4^{ème} Trimestre 2018

La demande d'emploi

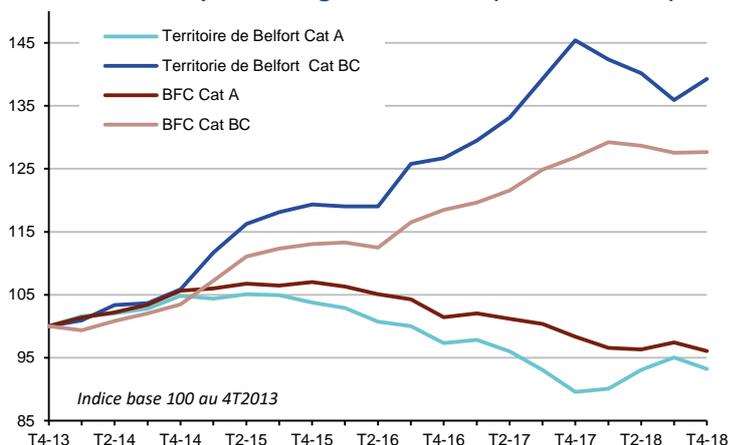
Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

	T4 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Territoire de Belfort :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 700	-1,9	+4,1
Catégories B, C	4 540	+2,5	-4,2
Catégories A, B, C	12 240	-0,3	+0,8
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	123 230	-1,4	-2,3
Catégories B, C	91 140	+0,1	+0,6
Catégories A, B, C	214 380	-0,8	-1,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort		BFC		
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	
Catégorie A					
Hommes	3 930	-2,2	+6,2	-1,8	-2,1
< 25 ans	600	-9,1	+25,0	-5,1	+1,7
25 - 49 ans	2 250	-2,6	+5,1	-2,0	-2,8
50 ans et plus	1 080	+1,9	+0,9	+0,3	-2,6
Femmes	3 770	-1,3	+1,9	-1,0	-2,5
< 25 ans	490	-5,8	0,0	-3,2	-0,8
25 - 49 ans	2 220	-1,8	+3,3	-1,3	-3,2
50 ans et plus	1 050	+1,0	-1,9	+0,8	-2,1
Total	7 700	-1,9	+4,1	-1,4	-2,3
< 25 ans	1 090	-7,6	+12,4	-4,2	+0,5
25 - 49 ans	4 470	-2,0	+4,2	-1,6	-3,0
50 ans et plus	2 140	+1,9	0,0	+0,5	-2,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort		BFC		
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	
Catégories A, B, C					
Hommes	6 030	-0,5	+1,3	-1,2	-1,7
< 25 ans	890	-6,3	+14,1	-3,6	-1,4
25 - 49 ans	3 680	-0,3	-1,3	-1,3	-2,6
50 ans et plus	1 450	+1,4	+0,7	+0,5	+0,4
Femmes	6 210	0,0	+0,3	-0,4	-0,5
< 25 ans	770	-6,1	-2,5	-3,4	-1,5
25 - 49 ans	3 750	+0,3	+0,5	-0,4	-1,1
50 ans et plus	1 690	+2,4	+0,6	+1,1	+1,4
Total	12 240	-0,3	+0,8	-0,8	-1,1
< 25 ans	1 660	-6,2	+5,7	-3,5	-1,4
25 - 49 ans	7 440	+0,1	-0,3	-0,8	-1,8
50 ans et plus	3 140	+1,9	+1,0	+0,8	+0,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 680	-1,2	+0,5	-1,6	-4,2
DELD :					
1 à 2 ans	2 430	-2,8	-5,4	-1,4	0,0
2 à 3 ans	1 310	+6,5	+18,0	+2,5	+10,4
3 ans et plus	1 820	+1,7	+0,6	+0,6	+1,6
Total DELD	5 560	+0,9	+1,3	+0,1	+2,7
Part des DELD	45,4%	+0,5 pt	+0,2 pt	+0,4 pt	+1,7 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2018	Moyenne annuelle 2018	
		2018	2017
Assurance chômage	5 660	5 301	5 273
Solidarité - Etat	930	959	1 089
Total DE indemnisés	6 590	6 260	6 362
Formation	290	357	452
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	48,8%		
BFC :	48,6%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2018	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	177	-14	-7,2	-241	-5,9
Fin de mission d'intérim	130	-8	+6,9	+95	+5,4
Démission	33	-3	-7,5	+121	+17,2
Rupture conventionnelle	55	-2	-4,0	+14	+1,2
Licenc. économique	23	-13	-36,4	-93	-22,0
Autre licenciement	76	0	0,0	+83	+6,4
Première entrée ⁽¹⁾	105	+11	+11,7	+23	+1,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	175	-2	-0,9	-95	-2,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	250	-6	-2,3	-165	-4,7
Autre motif ⁽⁴⁾	55	-11	-17,0	+37	+3,7
Motif indéterminé	156	+22	+16,5	+46	+2,3
Total	1 234	-9	-0,8	-175	-0,9

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2018	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	234	-11	-4,4	-402	-9,7
Entrée en stage ou formation	177	+19	+11,8	-7	-0,2
Arrêt de recherche**	99	-1	-1,3	-44	-2,2
dont maladie	52	+2	+4,0	-80	-7,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	524	+7	+1,4	+579	+7,2
Radiation administrative	140	+12	+9,7	-165	-8,5
Autre cas ⁽²⁾	132	+5	+3,9	-135	-7,3
Total	1 306	+31	+2,5	-174	-0,8

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les entreprises

Activité partielle

		Territoire de Belfort	
		T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Données CJO*			
Heures autorisées			
Nombre de demandes		18	+157,1
Volume d'heures autorisées		97 832	+183,7
dont :	Agriculture	0	n.s.
	Industrie	71 004	n.s.
	Construction	0	n.s.
	Commerce	1 561	n.s.
	Services	25 267	+65,6
Etablissements autorisés		17	+142,9
dont :	étab. de 50 sal. et plus	5	+150,0
Nombre de salariés concernés**		527	n.s.
Total heures autorisées 12 mois glissés		289 742	-59,0

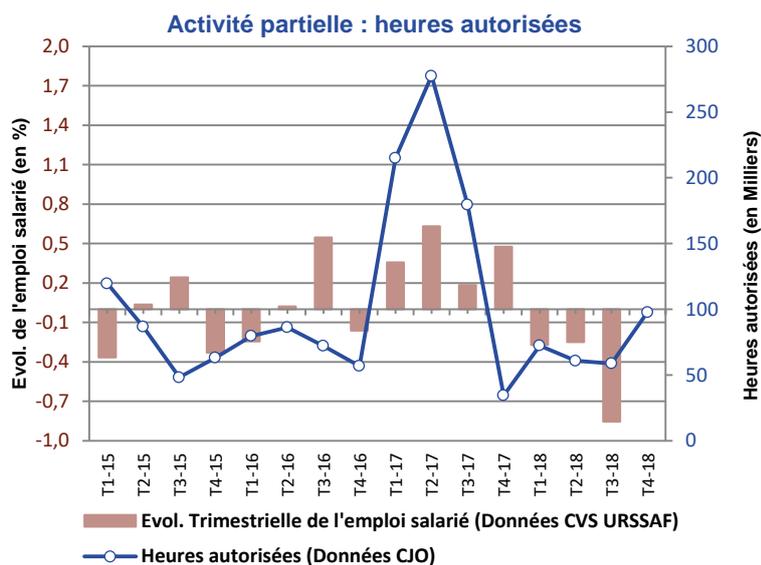
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Alerte : Les données 2017 et 2018 sont provisoires et susceptibles d'être révisées



		Territoire de Belfort	
		T3 2018	Evol./T3 2017 (en %)
Heures consommées			
Nombre d'heures consommées*		11 014	+40,6
dont :	Agriculture	0	n.s.
	Industrie	6 540	+36,0
	Construction	0	n.s.
	Commerce	0	n.s.
	Services	4 474	+47,8
Etabs ayant consommé des heures		13	+8,3
dont :	étab. de 50 sal. et plus	4	0,0
Nombre de salariés concernés**		159	+71,3
Total heures consommées 12 mois glissés		40 254	-24,4

Source : DARES/DIRECCTE BFC

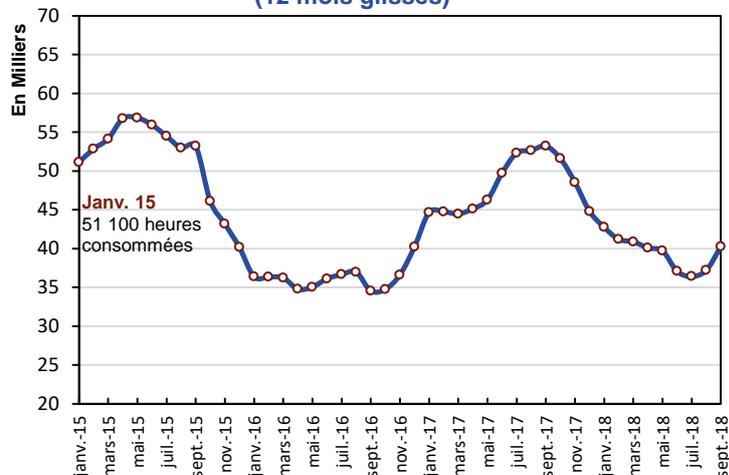
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Alerte : Les données 2017 et 2018 sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)

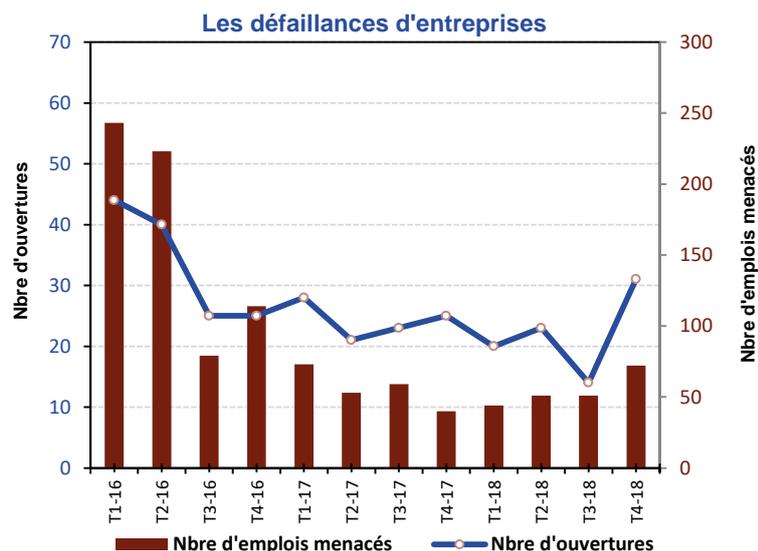


Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
		T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Ouvertures de procédures			
Nombre d'ouvertures de procédures		31	+24,0
dont :	Sauvegardes	0	n.s.
	Redressements judiciaires	13	+8,3
	Liquidations judiciaires directes	18	+38,5
Nombre d'emplois menacés		72	+80,0
dont :	Agriculture	<5	n.s.
	Industrie	7	+600,0
	Construction	16	0,0
	Commerce	<5	n.s.
	Services	44	+633,3
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		88	-9,3

Source : Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

n.s. : non significatif



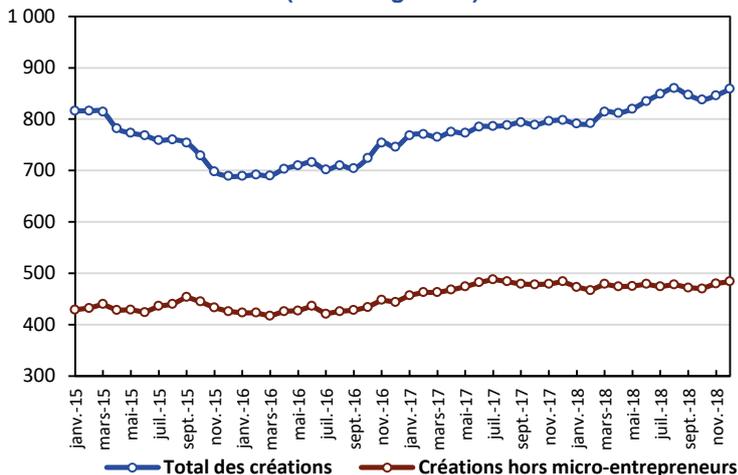
Créations d'entreprises

Données brutes	Territoire de Belfort	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	205	+6,2
dont : Entreprises individuelles	60	+36,4
Micro-entrepreneurs	84	0,0
Sociétés	61	-6,2
Cumul sur 12 mois glissés	859	+7,6
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	121	+11,0
Cumul sur 12 mois glissés	484	0,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Evolution des créations d'entreprises
(12 mois glissés)



Les ruptures des contrats de travail

● Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi

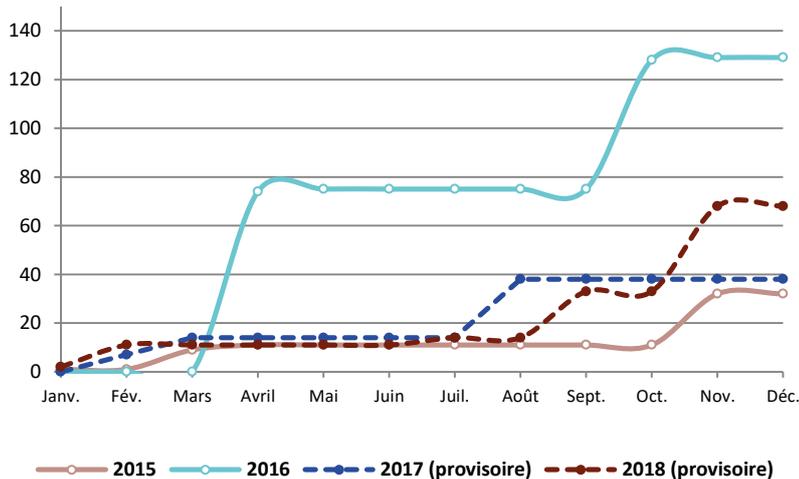
PSE initiés	T4 2018	
	Nbre Etabls impactés	Nbre emplois menacés
Côte d'Or	14	21
Doubs	13	38
Jura	9	76
Nièvre	6	7
Haute-Saône	6	9
Saône-et-Loire	13	71
Yonne	9	127
Territoire de Belfort	3	s
BFC	73	/

Source : DIRECCTE BFC / SI-Homologation PSE

Champ : établissements de la région impactés par un PSE homologué/validé par la Direccte Bourgogne - France-Comté ou celle d'une autre région
s : secret statistique
nc : non communiqué

Les données portent sur le nombre de PSE initiés dans le trimestre. Les emplois menacés représentent le nombre de licenciements envisagés en début de procédure ou à la demande de validation/homologation.
En savoir plus : <http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/accompagnement-des-licenciements-economiques/pse>

Licenciements survenus suite à un PSE dans
le Territoire de Belfort (cumul depuis le début de l'année)



Note sur le graphique : en raison de possibles remontées tardives d'informations concernant les validations et homologations de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) : les données de l'année 2016 sont semi-définitives, celles des années 2017 et 2018 restent provisoires.

● Dans le cadre d'une rupture conventionnelle

	Territoire de Belfort	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Nombre de ruptures conventionnelles*	171	-8,1
Cumul annuel	629	-4,3
Nbre de ruptures conv. collectives	Non disponible	
Cumul annuel		

Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles

* Données arrêtées au 29 janvier 2019

● Hors Plan de Sauvegarde de l'Emploi

	Territoire de Belfort	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Nombre de licenciements économiques	Non disponible	
Cumul annuel		

Source : DIRECCTE BFC / SILICE

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2018 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	70	0	+1,6	0	-1,8	70	0	0,0	0	0,0
Industrie	8 820	-60	-0,6	+80	+0,9	9 680	-120	-1,2	-270	-2,7
Construction	2 130	+10	+0,3	+10	+0,6	2 360	+20	+0,9	+40	+1,7
Commerce	5 130	0	-0,1	-140	-2,7	5 250	-20	-0,4	-170	-3,1
Services marchands	13 400	-40	-0,3	+90	+0,6	14 100	-60	-0,4	+70	+0,5
Services non marchands	19 640	-330	-1,7	-430	-2,1	19 660	-320	-1,6	-420	-2,1
Ensemble	49 180	-420	-0,9	-400	-0,8	51 120	-500	-1,0	-750	-1,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

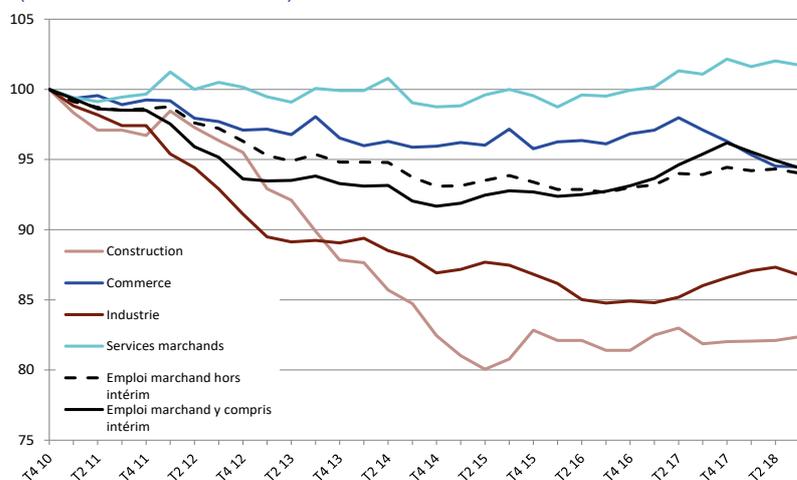
Traitement : Direccte BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

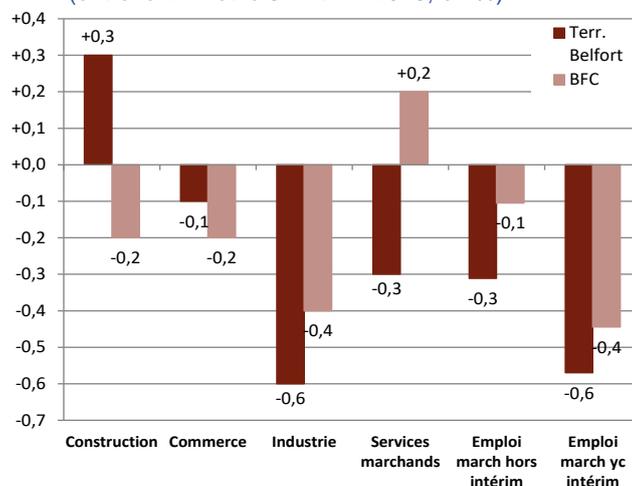
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

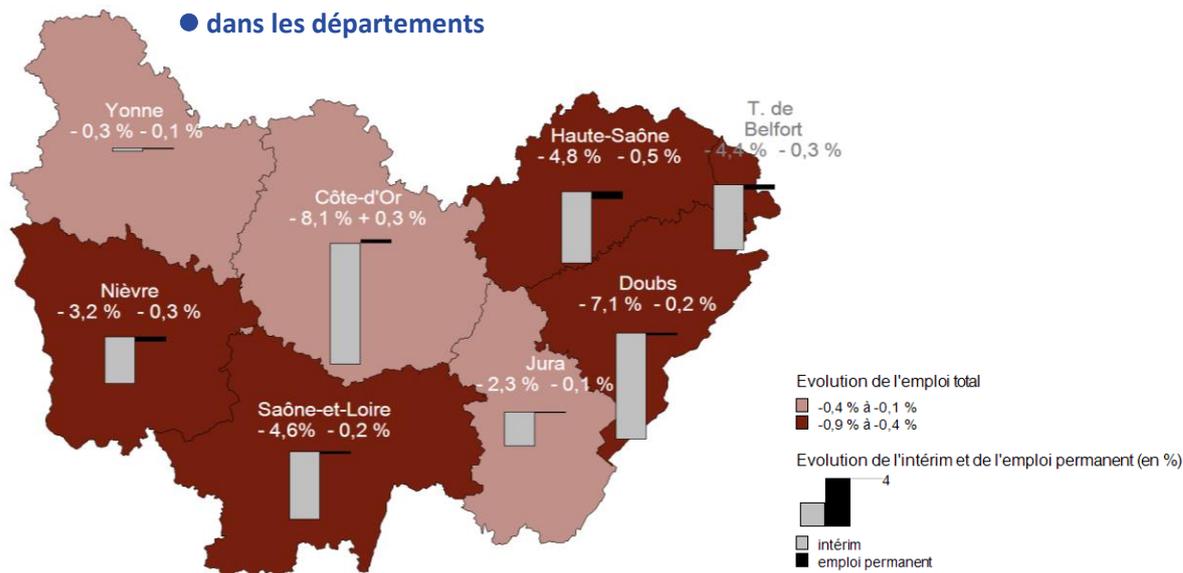
• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2018, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans les départements



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2018 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	<5	n.s	n.s	1,5	+1,5	<5	n.s	n.s	3,4	+2,2
Industrie	870	-3,5	-31,8	9,5	-3,9	810	-15,6	-34,7	2,4	-0,1
Construction	260	+8,6	-8,6	10,7	-1,0	230	+9,5	-4,2	2,4	-0,2
Commerce	90	-17,6	-13,9	1,7	-0,2	90	-18,2	0,0	1,5	+0,1
Services	550	-1,7	-12,7	3,2	-0,4	590	+5,4	+1,7	2,5	+0,3
Ensemble	1 770	-2,3	-22,9	5,2	-1,4	1 720	-6,5	-20,0	2,3	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

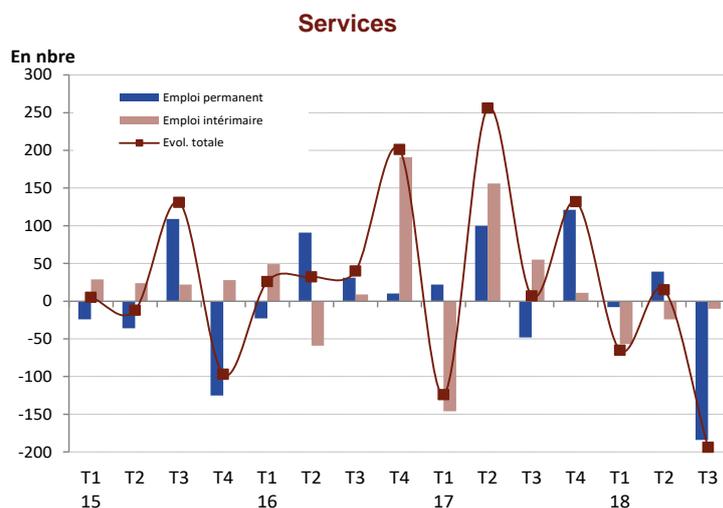
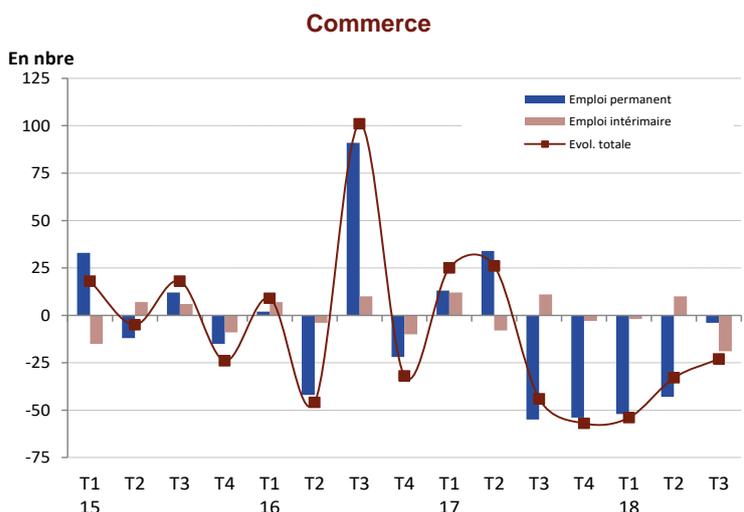
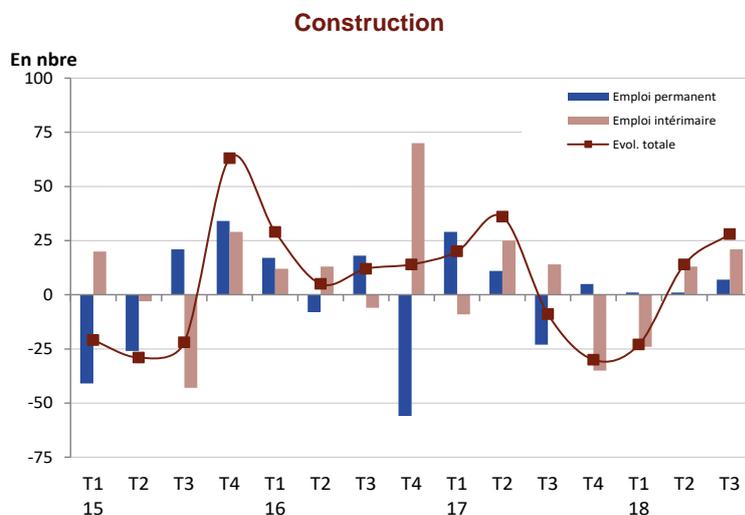
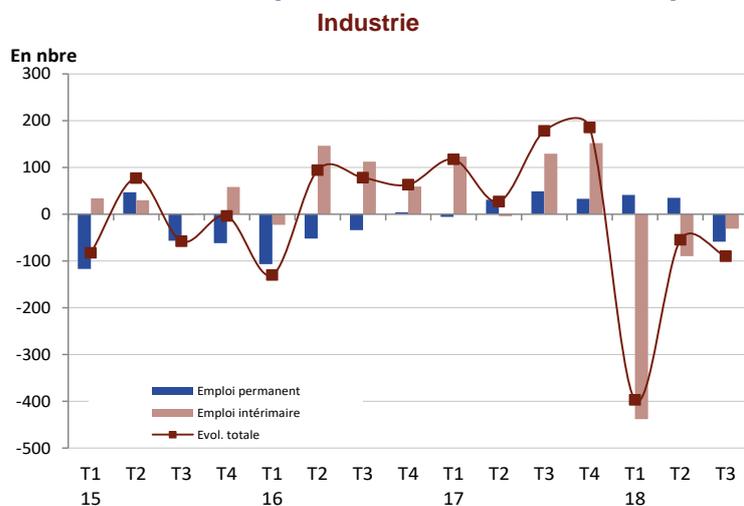
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les séries de l'intérim ont été fortement révisées sur l'ensemble des deux dernières années (voir la note méthodologique disponible sous : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisiemploiiinterimaire.pdf).

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

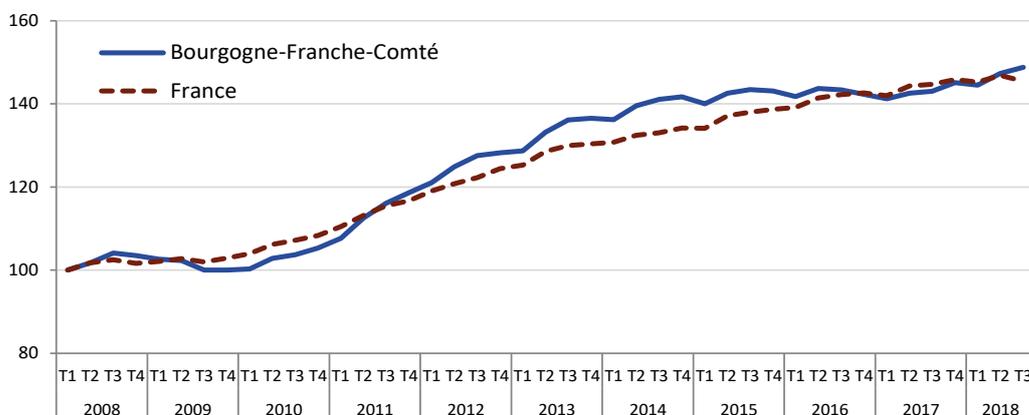
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2018	Actifs occupés RP 2015	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	221 902	212 880	22,0	-0,1	-530	-0,3	122	0,4	-0,8	+8	+7,0
Doubs	220 222	195 440	20,2	-0,6	+280	+0,1	25 103	72,3	+1,1	+981	+4,1
Jura	105 601	85 140	8,8	-0,1	-110	-0,3	5 846	16,8	0,0	+151	+2,7
Nièvre	74 293	65 380	6,8	-0,5	-480	-0,6	16	0,0	-5,9	0	0,0
Haute-Saône	93 522	65 890	6,8	-0,8	-700	-1,1	416	1,2	+3,7	+17	+4,3
Saône-et-Loire	213 461	183 330	18,9	0,0	-730	-0,5	136	0,4	+4,6	+12	+9,7
Yonne	128 179	109 170	11,3	+0,1	-280	-0,3	9	0,0	0,0	-3	-25,0
Territoire de Belfort	56 130	51 120	5,3	-1,0	-630	-1,4	3 069	8,8	+1,7	+189	+6,6
BFC	1 113 311	968 300	100,0	-0,3	-3 190	-0,4	34 717	100,0	+1,0	+1 355	+4,1

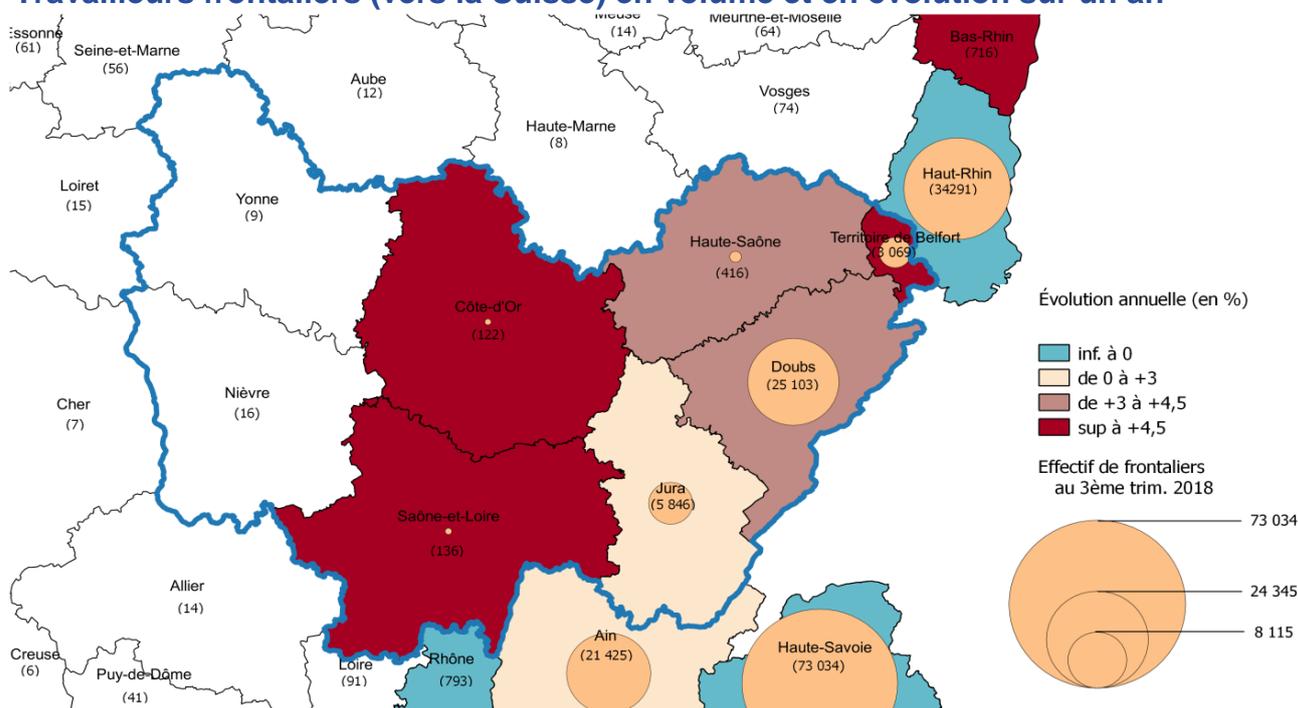
Sources : INSEE - RP 2015 (enquêtes annuelles 2013 à 2017) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 1,1 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 25 103 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T4 2018	Cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2017	Var.(%)/ cumul 2017
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	84	323	-46,1	-42,2
dont Education Nat.	8	36	-53,2	-41,0
dont Collectivités	8	69	-42,5	-41,4
dont résidents QPV	10	53	-46,5	-44,9
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	99	293	+15,8	+9,0
dont Garantie Jeunes	57	153	+12,5	+7,0
dont résidents QPV	28	87	+8,7	-6,0
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur privé	488	736	+4,0	+4,6
- secteur public	19	30	+25,0	-4,8

n.s. : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2018	2018	cumul 2017
Côte d'Or	450	833	+5,4
Doubs	677	1 192	+5,3
Jura	327	580	-15,1
Nièvre	221	392	0,0
Haute-Saône	187	347	+5,5
Saône-et-Loire	478	867	+8,9
Yonne	531	909	-8,9
Territoire de Belfort	131	261	+5,7
BFC	3 002	5 381	+0,3

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T3 2018	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	282	-48,7	-45,0
Emploi d'avenir	79	-53,8	-59,1
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	134	-5,0	+11,5
IAE (au 2T 2018)	484	+2,3	+0,2

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 133 milliards d'euros en 2016, dont 67 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-daes-indicateurs-daes-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2016>